
Devèze, Jean-Claude (dir.). — *Défis agricoles africains*

Claude Freud



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/14287>

ISSN : 1777-5353

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 8 septembre 2011

Pagination : 711-713

ISBN : 978-2-7132-2298-6

ISSN : 0008-0055

Référence électronique

Claude Freud, « Devèze, Jean-Claude (dir.). — *Défis agricoles africains* », *Cahiers d'études africaines* [En ligne], 202-203 | 2011, mis en ligne le 10 octobre 2011, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/14287>

Ce document a été généré automatiquement le 19 avril 2019.

© Cahiers d'Études africaines

Devèze, Jean-Claude (dir.). — *Défis agricoles africains*

Claude Freud

RÉFÉRENCE

DEVÈZE, Jean-Claude (dir.). — *Défis agricoles africains*. Préface de Jean-Michel Debrat. Paris, Karthala-AFD, 2008, 414 p., bibl., gloss.

- 1 On peut distinguer deux tendances opposées qui abordent le développement. Une première promeut un développement de l'agriculture qui privilégie une modernisation de l'agriculture dans le cadre d'agro-entreprises capables d'exploiter au mieux le potentiel productif disponible, avec pour effet une concentration des terres et donc une élimination des petites exploitations familiales. L'autre tendance plaide pour une politique agricole, basée sur les exploitations familiales, qui seraient les mieux à même d'atteindre les objectifs de lutte contre la pauvreté: non seulement elles résisteraient à l'adversité, mais stimuleraient l'emploi agricole et rural, et enfin permettraient d'améliorer les conditions de vie à la campagne.
- 2 Le livre *Défis agricoles africains* publié aux Éditions Karthala, fruit du travail d'un groupe d'agronomes de l'Agence française de développement (AFD) en collaboration avec des chercheurs du Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD) et de l'Institut de recherche pour le développement (IRD) et de représentants d'ONG, présente une approche du développement agricole qui se rattache à cette deuxième tendance. Ce travail est illustré par des études de cas en Guinée (le riz de bas-fond), au Burkina (le coton), à Madagascar (les aménagements rizicoles), au Mali, Mozambique, Kenya (les évolutions de l'agriculture), et enrichi par des *interviews* de *leaders* agricoles africains. L'approche proposée est paradoxale car elle est l'antithèse de l'action menée par l'AFD en Afrique, qui s'est revendiquée jusqu'à présent de la première tendance.

- 3 L'ouvrage insiste sur le fait que la croissance économique est non seulement confrontée à trois défis — démographiques, économiques et environnementaux — mais doit aussi prendre en considération les situations politiques, sociales et culturelles. Ce qui fait qu'il faut non seulement réguler les dynamiques démographiques, promouvoir l'amélioration de la productivité agricole et la diversification en adéquation avec des marchés porteurs, tout en prenant en compte les impératifs environnementaux de gestion durable, mais aussi renforcer les contre-pouvoirs en milieu rural et promouvoir une vie démocratique dans les communes et collectivités locales.
- 4 Reprenant le discours contenu dans le rapport annuel de la Banque Mondiale sur le développement, dont l'édition 2008 a été dédiée au rôle de l'agriculture, les auteurs soulignent que l'agriculture restera encore longtemps un secteur-clé des économies africaines. L'agriculture doit en conséquence connaître une réhabilitation du fait de l'occurrence de plusieurs facteurs: tout d'abord la reconnaissance de son rôle central dans la réduction de la pauvreté, qui est majoritairement rurale; ensuite et plus récemment, la hausse des marchés internationaux de matières premières agricoles qui change la perspective après plusieurs décennies de baisse tendancielle.
- 5 Les auteurs partent du postulat selon lequel le processus de développement suivi par les pays de l'OCDE, qui ont accru leurs rendements et leurs surfaces par actif agricole, ne convient pas à l'Afrique au sud du Sahara, même si ce processus a été corroboré par l'histoire récente des pays émergents d'Amérique latine et d'Asie. Ils estiment que des changements importants dans l'organisation des échanges internationaux, coïncidant avec une rapide croissance démographique ayant aggravé la situation alimentaire, ne permettent pas à l'Afrique au sud du Sahara de suivre la même voie.
- 6 Il reste aux agricultures africaines à trouver leur propre voie. On sait déjà que ces agricultures ont montré leur capacité à s'adapter à des contextes tant naturels qu'économiques grâce à un recours aux innovations endogènes et savoir-faire locaux. L'époque, où les excédents agricoles à bas prix des pays développés permettaient d'approvisionner les populations urbaines africaines, semblant révolue du fait que ces agricultures auront du mal à continuer à accroître leurs rendements, il faut donc mobiliser les potentiels naturels tropicaux. Cela suppose de faire appel au capital humain, c'est-à-dire aux agriculteurs familiaux. La priorité pour les politiques publiques sera d'accompagner les agricultures familiales en favorisant le développement des productions et des marchés alimentaires. La croissance de la production pourra créer de la valeur ajoutée, générer le développement d'activités de transformation (industries agro-alimentaires), faciliter la diversification des activités rurales (artisanat). Il faudra, en même temps, améliorer les conditions de vie du monde rural (habitat, santé, eau potable) pour que les populations rurales ne quittent plus les campagnes. Dans cette perspective, les priorités d'action portent sur deux domaines: l'augmentation de la productivité en privilégiant la culture attelée et la petite motorisation, et l'amélioration de l'accès au marché qui débouchera sur une baisse des prix agricoles.
- 7 Pour accompagner ces propositions, les auteurs recommandent un changement de gouvernance reposant sur une légitimation des administrations dans leur rôle de coordination, sur une implication accrue des organisations de producteurs, de la société civile (les ONG) et des collectivités territoriales issues de la décentralisation.
- 8 Gageons que cette profession de foi humaniste d'agents de l'AFD sur une autre approche du développement et de ses intervenants a peu de chance de se concrétiser, sinon à la

marge, avec les crédits de subvention de la coopération. Le gros des interventions sur prêt de l'AFD continuera à privilégier les grands aménagements hydro-agricoles, les agro-industries et les grandes plantations.

- 9 Sur le fond, nous comprenons que devant l'échec des nombreux projets de développement rural financés par l'aide internationale, on puisse s'interroger sur la pertinence des actions passées. Mais exciper du fait que la situation internationale a changé et ne permet pas à l'Afrique de suivre le modèle ayant fait ses preuves dans le monde occidental et les pays émergents, c'est occulter le fait que les pays émergents ont mis en œuvre ce type de développement récemment, à l'heure où les mêmes projets échouaient en Afrique au sud du Sahara. Un exemple *a contrario*, montre qu'en Afrique de l'Est, le Zimbabwe a connu de grands succès en matière agricole dans les années 1960, sur de grands domaines avec un *management* de haut niveau.
- 10 Le même exemple montre qu'en revenant à une agriculture familiale dans les années 1990, sur des domaines morcelés, le pays a connu la famine. Il faut voir que pour qu'un paysan s'assure un revenu correct dans le monde développé, il lui faut exploiter deux cents hectares. Avec une exploitation moyenne de trois hectares, le paysan africain, même s'il approche les mêmes rendements à l'hectare, aura un revenu cent fois plus faible. Il ne pourra jamais rattraper le niveau de revenu de son collègue des pays développés. Il peut tout au plus passer de la pauvreté extrême à l'extrême pauvreté.
- 11 Le développement rural sur la base de petites exploitations familiales ne peut être qu'une étape transitoire, le modèle des pays développés avec de grandes exploitations et un *management* de haut niveau devra l'emporter si l'Afrique veut rejoindre le peloton des pays développés. Nous ne voyons pas comment l'Afrique pourrait inventer un type de développement qui soit aussi efficace que celui mis en œuvre dans les autres continents et qui ferait l'économie d'un exode rural.